



Roger Salengro (1890-1936).

Roger Salengro (1890-1936)

Vie et mort d'un juste

Hubert Claude

professeur aux Facultés catholiques de Lille

Moreuil (F)

«La route du socialisme est bordée de tombeaux.» Cette réflexion de Jaurès, tragiquement illustrée par son propre exemple, devait l'être encore en 1936, par le suicide de Roger Salengro (1), député-maire socialiste de Lille et ministre de l'Intérieur du gouvernement présidé par Léon Blum. Nous tenterons de mesurer l'influence de la personnalité de Salengro sur le parti socialiste en général et sur la Fédération du Nord en particulier. Puis, après avoir dessiné l'image du militant et de l'homme politique, nous serons amenés à réfléchir sur les raisons profondes qui ont motivé le geste de Salengro, en nous interrogeant sur la signification de son drame personnel.

L'entrée en politique.

Les Salengro étaient gens de Flandre. Dunkerque était le berceau de la famille. Roger y passe sa jeunesse, bien qu'il soit né à Lille, le 30 mai 1890. Mais, c'est à Lille qu'il revient, bachelier à dix sept ans, comme élève de première supérieure au lycée Faidherbe. Sans doute poursuivra-t-il le cycle à Paris, au lycée Lakanal. Sitôt achevé celui-ci s'inscrit comme étudiant à la Faculté des Lettres de Lille. Bientôt, l'engagement politique le mène hors des voies universitaires. Adhérent à la section lilloise du parti socialiste, il fonde, en même temps avec quelques camarades, un groupe «d'étudiants col-

lectivistes». (7 adhérents). «Collectivisme», un terme cher à Jules Guesde et au vieux Parti Ouvrier Français. Si au Congrès de la «Fédération du Nord Unifiée» (S.F.I.O.-1905), se rassemblent les deux tendances, Parti Socialiste de France (J. Guesde) et Parti Socialiste Français (J. Jaurès), la synthèse doctrinale ainsi opérée n'effacera en aucune manière le guesdisme avec ses traits propres. C'est que celui-ci se conserve encore vigoureux à Lille autour de Gustave Delory (2). Le jeune Roger Salengro s'en affirme disciple convaincu. Mais devant ce que le marxisme, interprété par les marxistes français de l'époque, a de géométrique et de massivement doctrinal, il éprouve, en même temps, beaucoup d'admiration pour Jaurès, ce Jaurès «au génie synthétique et symphonique». Avec Jaurès, puis avec Léon Blum, au fil de l'action et de la réflexion, Roger Salengro découvrira que le socialisme est moins une science qu'une culture, une morale et un art: «l'art d'harmoniser, de rationaliser la société» (3). En attendant, Roger Salengro fait parler de lui, portant, maintes fois, la contradiction dans les réunions organisées à Lille par les Dandys aux cannes ferrées de l'Action Française. C'est un militant fougeux souvent bagarreur qui évolue dans ce climat d'effervescence politique de l'avant-guerre.

D'un conseil de guerre à l'autre.

Août 1914: la mobilisation, la guerre. L'attitude de R. Salengro est celle d'un mobilisé qui rejoint son unité, le 33-ième R.I. d'Arras. La justice militaire le fait arrêter. N'est il pas fiché comme anti-militariste sur le fameux carnet B. Pourquoi? A la fin de 1912, alors que la campagne socialiste contre la loi de 3 ans battait son plein, le soldat Salengro, qui fait normalement ses classes, profite d'une permission à Lille, pour manifester derrière Delory et Ghesquières. On ne badine pas avec l'armée. Incarcéré donc au début de la guerre, Salengro est maintenu en détention pendant plusieurs semaines. Pourtant, il souhaite servir. N'a-t-il pas fini par approuver, comme toutes les instances de son parti, la participation de J. Guesde et de M. Sembat, à un ministère «d'Union sacrée». Replié à Cognac avec le dépôt de son régiment - rattaché au 233-ième

R.I. qui sert de réserve au 33-ième -, il demande à être envoyé en ligne. Il l'obtient. Il est bientôt évacué comme malade. Il demande à repartir. «Pour pouvoir sortir de l'hôpital, confiait-il à un ami, le 22 mai 1915, il m'a fallu remuer ciel et terre parce qu'incomplètement guéri. Mais, je pars radieux sachant pourquoi je me bats et décidé à faire tout mon devoir... C'est pour notre cher parti que nous luttons.»

Le voici de nouveau sur le Front. Il participe comme estafette cycliste, aux combats d'Artois et de Champagne. C'est là, dans la région de Suippes, qu'il disparaît, le 7 octobre 1915. Déserteur, prisonnier ou tué? On s'interroge. Plus tard, les états de jugement rendus par un conseil de guerre réunis à Verdun, révéleront que l'estafette cycliste Salengro est parti en avant des lignes françaises avec l'approbation de ses chefs pour ramener le corps d'un camarade tué. Un verdict d'acquiescement sera prononcé le 20 janvier 1916. Déserteur, non! Mais, bel et bien prisonnier en Bavière, à Grafenwohr, puis à Amberg. Là, un autre conseil de guerre, allemand, celui-là, condamne le soldat Salengro et 39 de ses compagnons de captivité à 2 ans de prison pour menées subversives. Salengro fait appel, connaît le camp de discipline de Kottbus. Il est transféré, à l'hôpital, complètement épuisé. Atteint d'une dépression nerveuse, il est évacué en Suisse pour un échange de rapatriés sanitaires. Il rentrera en France en Novembre 1918, quelques jours avant l'armistice.

L'affirmation politique.

Retour à la paix, retour au pays. Les années qui suivent seront pour Roger Salengro décisives lui donnant occasion de s'affirmer dans la vie politique. Après quatre années d'occupation étrangère qui ont stérilisé toute activité économique et politique et dont la population de Lille-Roubaix-Tourcoing a énormément souffert, l'année 1919, voit la reconstitution rapide des forces socialistes dans le Nord.

Voici Roger Salengro journaliste au *Cri du Nord*, organe de la Fédération socialiste. Elu conseiller municipal de Lille, en novembre 1919, sur la liste de Gustave Delory, puis quinze jours plus tard, conseiller général du canton Lille-Sud-Ouest,

il est bientôt désigné comme secrétaire administratif de la Fédération, prenant alors des responsabilités en vue dans le parti au moment où celui-ci aborde le virage critique qui aboutit au schisme de 1920. Pour tenter d'expliquer le choix des socialistes du Nord entre la seconde et la troisième internationale, seuls, jusqu'à maintenant, deux éléments, dont l'influence a semblé certaine, peuvent être retenus: le rôle joué par les principaux militants dont l'action a souvent été décisive sur l'orientation de leurs sections; et le plus ou moins grand dynamisme des sections. Ce sont, en effet, les sections en progrès qui ont voté en plus grand nombre l'adhésion à la III^{ème} internationale.

Le communisme l'a emporté plus facilement dans les sections où la proportion de jeunes adhérents, à la formation doctrinale récente, était plus grande. Au contraire, il a pénétré moins aisément dans les sections de vieille tradition guesdiste, comme à Lille (4). Là, précisément, Roger Salengro, installé au secrétariat de la Fédération, infléchit sa position vers la droite du «Centre-Reconstructeur» (Motion Jean Longuet - Paul Faure). Une violente polémique l'oppose alors au Comité pour l'adhésion à la III^{ème} Internationale. Et le *Proletaire* - ancêtre de *l'Enchaîné* puis de *Liberté* - porte-parole de cette tendance, stigmatise durement l'anticommunisme battant de R. Salengro. En fin de compte, la scission entre socialistes et communistes qui suit le Congrès de Tours (1920), s'effectuera à Lille-Roubaix-Tourcoing à l'avantage de ces derniers. Toutefois, les socialistes conservent des atouts importants: la caisse de la Fédération qu'ils refusent de partager avec les communistes, le journal le *Cri du Nord* et l'Imprimerie ouvrière. Si, la plupart des élus et des responsables demeurent au parti, il n'en est pas moins vrai que le guesdisme apparaît défait au cœur de son bastion traditionnel, même après le mouvement de reconquête des positions perdues que Gustave Delory a engagé dès janvier 1921. Bientôt, les forces du vieux leader ouvrier sont à l'extrême déclin et la course s'achève en 1925.

A la mairie de Lille, c'est Roger Salengro qui lui succède. Et sauf une brève interruption en 1929 au profit d'Alexandre

Bracke-Desrousseaux, il restera responsable de cette magistrature jusqu'à sa mort en novembre 1936.

Après la municipalité ouvrière conduite par Delory, l'élection de Salengro au fauteuil de Maire symbolise le glissement sociologique des élus municipaux lillois vers des professions qui s'écartent désormais de la tradition ouvrière. Ce glissement ne cessera de s'affirmer dans la suite.

La politique mise en œuvre par le nouveau maire est d'une portée considérable tant au niveau social qu'à celui de l'aménagement urbain: priorité aux constructions scolaires et à la protection de la première enfance, avec implantation de crèches et de jardins d'enfants.

«Pourquoi cette œuvre?» commentait le Maire de Lille, «Parce que de grands espaces libres, plantés d'arbres, sont une condition de l'hygiène. Parce que, dans une agglomération composée en majorité d'ouvriers et d'employés, ou d'ordinaire la femme et l'homme travaillent, il convient de prévoir, à l'intention des enfants n'ayant pas atteint l'âge scolaire, des œuvres ou les parents les confieront sans crainte.» Il y aura, également, 1400 logements H.B.M., le nouvel Hôtel de ville avec son beffroi et un projet de construction de cité hospitalière. Volonté de moderniser, de rendre plus belle et plus saine, «Lille, capitale des Flandres», proclamait Roger Salengro avec une certaine ostentation en martelant chaque syllabe.

Mais aussi et surtout, volonté d'assurer à la population ouvrière, durement touchée par la crise des années 30, les secours indispensables grâce aux fonds municipaux de solidarité.

En cette période de recession, le climat social s'alourdit. Manifestations et meetings scandent le mécontentement des travailleurs frappés par le chômage ou la baisse des salaires. La tension monte avec une marche de la faim organisée à Lille, le 18 juillet 1934. Roger Salengro affirme sa présence avec efficacité alors qu'il cumule, depuis 1928, la charge de Maire, un mandat de Député et de hautes responsabilités dans le parti: il est membre de la Commission Administrative Permanente, organe directeur de la S.F.I.O. Il sera dans la

suite appelé à la délégation exécutive du groupe parlementaire socialiste.

Il est, à 46 ans, le type du bon militant passé par le rang et promu pour ses talents d'organisateur.

C'est à ce titre qu'en mai-juin 1936, il paraît s'imposer à Léon Blum pour le ministère de l'intérieur. Tâche délicate, s'il en fut, devant cette immense vague de grèves sur le tas, conséquence de la victoire électorale du Front populaire. Et c'est comme ministre de l'Intérieur, assisté de Marx Dormoy et de Jule Mock, - Jean Lebas, ministre du Travail étant retenu par la maladie dans sa circonscription de Roubaix -, qu'il mènera de difficiles négociations paritaires avec le patronat et les représentants des travailleurs jusqu'aux accords Matignon (7 juin 1936).

Roger Salengro a, dans l'ensemble, fait preuve de beaucoup de sang-froid, encore que Léon Blum ait dû à l'occasion freiner une impatience susceptible de le conduire à des ripostes assez rudes (5). Il affirme, à dire vrai, son autorité avec plus d'ostentation que de profondeur. Et il éprouvera de l'amertume d'avoir été discrètement retenu. Néanmoins, il continue de faire figure de dauphin possible.

L'affaire.

Un billet anonyme, inséré dans l'Action Française du 19 juillet 1936, accuse Salengro d'avoir déserté en 1915. Le 20 août, *Gringoire*, l'hebdomadaire d'extrême droite que dirige Harace de Carbuccia, surenchérit et sournoisement interroge: «Est il vrai que le cycliste Salengro du 33ième R.I. passa dans les lignes ennemies, en avant de Suippes, sous prétexte d'aller à la recherche du cadavre d'un ami?» L'hebdomadaire suggère la réponse: en fait, le soldat Salengro se serait rendu à l'ennemi, il aurait été traduit en conseil de guerre et aurait été condamné à mort par contumace.

Or, *Gringoire*, qui orchestre la campagne, tire à 600.000 exemplaires. Il a renflé le scandale, l'exploite à fond, distille le doute et la haine. Une partie de l'opinion vacille. Curieuse coïncidence, l'affaire est déclenchée au moment même où le ministre de l'Intérieur entamait une lutte sévère contre les

Liges d'extrême droite et leur presse subventionnée. Et précisément, celle ci se sentait menacée par une loi à l'étude qui l'obligerait à faire état de ses ressources. Déjà, le ministre de l'Intérieur avait signé le décret de dissolution des «Croix de feu», du Parti National Populaire, du Parti Franciste, du Parti National corporatif républicain. Riposte de la presse d'extrême droite qui concentre ses tirs sur les membres du gouvernement Blum. On dénonce les «traîtres», on fouille dans le passé des ministres pour y découvrir le scandale à exploiter. Fort opportunément on met la main sur un menu de choix, la désertion honteuse de Salengro. Ou donc a-t-on levé ce superbe lièvre? Peut-être dans un numéro de *l'Enchaîné* qui, en 1925 avait, le premier, lancé l'accusation (5). Vraie ou fausse, celle ci s'est trouvée, dans la suite, au cœur d'une campagne de dénigrement que certains notables du Nord ont orchestré contre le député - maire de Lille. Lorsque celui ci deviendra ministre de l'Intérieur, cette campagne s'est déjà installée à Paris... Elle se déchaîne, exploitant avec une virulence de jour en jour accrue cette trop belle affaire.

Où est la vérité? Un grand pas sera fait lorsque le ministre de l'Intérieur réclame et obtient l'examen de son dossier militaire. Léon Blum et Edouard Daladier forment une Commission d'enquête en y appelant notamment plusieurs dirigeants anciens combattants, peu suspects d'indulgence en la matière, et le chef d'état major de l'armée, le général Gamelin.

Après trois semaines de recherches, la commission publie les résultats de son enquête: Salengro est sorti des lignes françaises avec l'approbation de ses chefs pour ramener le corps d'un camarade: il a été traduit en conseil de guerre et acquitté. Le fait paraît d'autant plus remarquable, précisent les commissaires dans leurs conclusions, que «l'accusé», prisonnier en Allemagne, était contumax, c'est à dire, absent de défenseur.

Ces conclusions sont reprises par toute la presse. Mais, le 6 novembre, *Gringoire* publiait une lettre d'Henri Béraud au président de la République intitulée *L'affaire Proprengro*: «... On a blanchi Salengro. Le voilà Proprengro! De cette aventure, il sort purifié, savonné, décrotté, rincé, épongé et récuré. En

un mot: aussi flamboyant qu'un vélo neuf. Mais cela suffit-il? Non, non et non! Nous, ses amis, trouvons que cela ne suffit pas. (...) Vienne le beau jour, attendu de tous, ou couvrant les roulements de tambours, votre voix lancera la formule sacramentelle dans le frisson des tambours: Cycliste Propren-gro! Au nom de moi-même et des pouvoirs que je me suis conférés, je vous fais chevalier de la Légion d'honneur.»

Six cents mille lecteurs naïfs, crurent à l'époque, que la persiflage passait pour être une des qualités du grand journalisme. L'affaire glisse bientôt de la polémique de presse au débat parlementaire. Elle va servir d'arme aux députés de l'opposition de droite pour tendre un piège à ce gouvernement de Front populaire. Le 13 novembre, Henri Becquart, député du Nord, inscrit à la Fédération républicaine (U.R.D.), rival politique de Roger Salengro, interpelle le gouvernement pour affirmer à la tribune de la chambre, non seulement, Salengro était parti sans armes vers les lignes ennemies, mais que les positions françaises avaient été bombardées peu après!

Cette fois, la mesure est comble.

Léon Blum défend brillamment son ministre de l'Intérieur. «Quand il avait étudié à fond un dossier, remarque J. Lacouture, il pouvait être le meilleur plaideur de son temps» (7). Il le fut.

Le président du Conseil révèle alors un épisode de la conduite courageuse de Salengro, prisonnier en Allemagne: «Il y a quelque chose qui est vrai, c'est que Roger Salengro a réellement comparu devant un conseil de guerre. Il est vrai qu'il a réellement subi une condamnation, mais c'est un conseil de guerre allemand qui l'a jugé, comme prisonnier et qui l'a condamné. J'ai sous les yeux le procès verbal du jugement rendu le 11 juillet 1916 par le conseil de guerre de la onzième brigade d'infanterie de Nuremberg dans l'affaire instruite contre les prisonniers français du camp d'Amberg, contre Roger Salengro et trente neuf autres, car dans cette affaire aussi, je suis obligé d'en convenir, Roger Salengro était un meneur. Qu'avait il fait? Il avait déterminé ses camarades de captivité à refuser le travail dans une fonderie. Il avait pris la parole

en leur nom...» Quant au bombardement d'artillerie sur nos lignes, L. Blum fournit la preuve que ce fut une erreur tragique des artilleurs français. L'effet produit est saisissant.

Finalement, un ordre du jour dans lequel la chambre flétrit la campagne d'outrages et de calomnies, est adopté à une large majorité.

Triomphe moral, certes! Pourtant, sur les 200 députés de droite, il s'en est encore trouvé 63 pour soutenir Henri Becquart et *Gringoire*. Tandis qu'un prêtre, l'abbé Desgranges, député «modéré», s'abstient courageusement, enrichissant son carnet personnel d'une notation «qui fait de Ponce Pilate un héros»: «Dans une question d'attaque personnelle, j'ai préféré me tenir hors du débat. Mon habit, mon rôle, mes relations avec le ministre de l'Intérieur, m'imposaient cette attitude» (8).

L'assassinat.

Est ce terminé? Pas encore! On insinue toujours; pièces falsifiées, pièces perdues. Le douloureux film à épisodes rebondira quatre jours encore. Puis, soudain, tout se tait. Tout s'immobilise.

On apprend, alors que Roger Salengro s'est donné la mort. A Lille, en cette matinée du 18 novembre 1936, la nouvelle a couru très vite de quartier en quartier: «Salengro s'est suicidé». Bientôt la foule fait bloc devant le petit appartement du 16 boulevard Carnot. Des gens de toutes conditions. De braves gens qui ne comprennent pas mais qui l'aimaient bien. Surmenage! Dépression nerveuse!

C'est l'explication généralement retenue. Un peu courte. Salengro devenu trop gênant, n'aurait il pas été «suicidé»? En somme, un écho de l'affaire Stavisky, mais à rebours! C'est une autre version qui eut la faveur de certains cercles de notables lillois. Peu plausible! Désespoir plutôt de n'avoir pas pu obtenir plus qu'un vote, «une majorité», si large soit elle. Mais, pas une évidence. Encore soixante trois calomniateurs, rien qu'à la Chambre (9). Salengro est innocent, mais l'accusation demeure. C'est Léon Blum qui semble avoir donné la meilleure explication du geste: «Tant qu'il fallut résister, tant

qu'il fallut combattre, son courage ne broncha pas. Mais quand la victoire définitive eut été remportée sur le mensonge, le ressort intérieur se brisa. Il s'abandonna hors de la vie comme le coureur qui s'abat après avoir touché le but.» Un écho, sans doute de la lettre que Salengro lui a laissée avant de se donner la mort.

«Mon cher Blum, ma femme est morte, il y a bientôt dix huit mois, de la calomnie qu'on ne lui épargna pas et dont elle souffrait tant. Ma mère ne se remet pas des suites de son opération et la calomnie la ronge jusqu'aux moëlles. J'ai lutté de mon côté vaillamment, mais je suis à bout. S'ils n'ont pas pu réussir à me déshonorer, du moins porteront-ils la responsabilité de ma mort, car je ne suis ni un déserteur, ni un traître. Mon parti aura été toute ma vie et ma joie. Mon affection aux miens. Mon souvenir aux nôtres. A vous ma reconnaissance.» La réprobation est vive dans le pays. A Lille et à Dunkerque, la colère fut si forte que l'on put craindre un moment la manifestation de quelques désordres.

Dès qu'il eut connaissance de la fin tragique du maire de Lille, l'évêque, le cardinal Liénart, rendit publique une lettre dans laquelle il condamnait les agissements «d'une certaine presse» et exprimait son émotion: «Nous éprouvons la plus pénible douleur devant l'acte par lequel, sous l'impression de la souffrance morale, une âme oubliant la loi de Dieu, s'est jetée volontairement dans son éternité. Nous souffrons à la pensée que, sur sa détermination, ont pesé, ne fut ce que pour une part, des attaques infâmantés et passionnées.»

La déclaration du cardinal sera largement reproduite. Nombre d'appels y feront largement écho. Il n'est pas jusqu'à la presse Anglo-Saxonne qui ne dénonce avec dégoût la campagne conduite contre le disparu.

En France, les journaux d'extrême droite interprètent cette mort comme un aveu. Pour *Gringoire*, «l'incident n'est qu'une manœuvre dirigée contre lui». L'hebdomadaire ne se sent pas responsable «des nerfs fragiles du ministre de l'Intérieur».

La presse de gauche, unanime, stigmatise «les assassins». «Ils l'ont tué! L'abjecte campagne de calomnie a brisé la force de

résistance de ce vaillant socialiste, de cet héroïque soldat... Fascisme assassin!» titre *Le Populaire* en lettres énormes.

L'Humanité réclame le châtement des coupables: «L'interdiction des feuilles de provocation au meurtre et à la guerre civile! En prison les diffamateurs aux gages des nazis, qui, par tous les moyens, veulent abattre les démocrates et la démocratie.»

Le Comité Intersyndical du Livre empêche aussitôt la parution de *Gringoire*: «A bout de forces, torturé et brisé par la campagne abjecte de «l'infâme», Roger Salengro s'est donné la mort. Ils l'ont tué comme ils ont tué Jaurès, aussi sûrement que s'ils lui avaient tiré deux balles de révolver dans la tête... Que les travailleurs se souviennent! Du fascisme, Roger Salengro doit être la dernière victime».

Les funérailles de Roger Salengro se déroulent à Lille, le 22 novembre. C'était un dimanche après midi. Une foule immense, à perte de vue, participe à la cérémonie qui fut à la fois simple et grandiose. Il n'y eut qu'un seul discours, celui de Léon Blum: «Ses lettres posthumes disent la vérité; il a été victime de l'atroce, de l'infâme calomnie». Tragique constat. Qui fut suivi de peu d'effet. Le projet de loi sur la presse qui prévoyait de contrôler le budget des journaux et de frapper de lourdes amendes les diffamateurs, fut rejeté par le Sénat.

Epilogue.

La mort de Roger Salengro ne paraît guère avoir été utile à la cause socialiste. Aucune voix ne s'éleva dans le parti pour inviter les militants à réfléchir sur le caractère du geste de leur ami. Or, celui ci avait cédé au besoin de prouver. Il n'avait pas à prouver. Et la cohésion du parti ne semble pas avoir été assez forte pour résister, efficacement, au chantage moral.

Avec le recul du temps, la mort de Salengro et la réaction de ses amis s'en remettant, en quelque sorte, au jugement de la Morale universelle, paraît traduire une faiblesse inquiétante du parti socialiste, «à savoir la dépendance intérieure de ses

adhérents à l'égard de l'opinion générale qui n'est qu'une forme d'intégration à la société existante» (10).

Roger Salengro est mort victime de cette dépendance. Son parti et Léon Blum, ne trouvèrent d'autre réplique qu'un texte de loi sur la presse, d'ailleurs rejeté, et un appel au calme adressé à la population ouvrière de Lille.

Alors, le suicide de Salengro a été ressenti comme l'une des défaites du Front Populaire. Pourquoi? Parce que ce gouvernement «d'honnêtes gérants du pouvoir», ne sut jamais trouver, dans cette affaire, un réflexe de salut collectif. Au contraire, il donne l'impression de n'attendre sa survie que de «la moindre malversation» des journaux d'extrême droite, aveuglément attachés au service d'une classe pour qui tous les moyens sont bons dès qu'il s'agit de la défense de ses intérêts. Cette classe là, triompha dans les faits. Et, pour Charles Maurras, qui ne le sait, seuls les faits importaient.

Cela dit, à travers le drame personnel que vécut Roger Salengro, on croit pouvoir discerner la présence de deux symboles, celui du bonheur qu'il faut créer pour les autres, et celui du mal qu'il faut souffrir pour la justice future; deux symboles s'unissant dans la mort, la mort d'un juste.

Notes:

(1) Sur Roger Salengro, on pourra consulter, le bon travail de B. Romans et J.C. Sabre, *Roger Salengro - 1890-1936*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire contemporaine, Université de Lille III, 1977.

D. Cordonnier, *En l'honneur de Roger Salengro, mort pour le socialisme*, S.F.I.O., Paris, 1936.

A. Coquart, *Roger Salengro ou l'exercice du pouvoir*, S.F.I.O., Lille, 1956.

Écrits de R. Salengro; 2 brochures, *Front unique ou Unité*, S.F.I.O., Lille, 1928; *Le coup d'Hindenburg*, S.F.I.O., Lille, 1928.

(2) Voir, B. Simler, *Un socialiste: Gustave Delory (1857-1925)*, Université de Lille III, 1972.

(3) J. Lacouture, *Léon Blum*, Paris, 1977, p. 198.

(4) Voir essentiellement M. Demouveau, *La scission du parti socialiste à Lille-Roubaix-Tourcoing (1918-1921)*, dans *Revue du Nord*, avril-juin 1974, numéro spécial, *La vie politique dans le Nord-Pas-de-Calais au XXème siècle*.

(5) Coup sur coup, Salengro commit deux imprudences: la première, le 7 juillet, quand il avait lancé cette réplique aux sénateurs qui lui reprochaient de tolérer les occupations d'usines: «Si demain des occupations d'usines étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens, saurait y mettre un terme». Vive émotion chez les ouvriers et le ministre de l'intérieur avait été obligé de corriger en publiant un communiqué embarrassé.

La seconde avait été commise à Lille, le 19 juillet, coup de balancier à gauche: «Si demain, le gouvernement était renversé, le débat se poursuivrait dans la rue». Devant l'agitation provoquée dans l'opposition de droite, le ministre de l'intérieur avait dû démentir ces déclarations. Étaient ce là, les premières manifestations d'un état dépressif survenu à la suite d'un surmenage prolongé? Cf. C. Audry, *Léon Blum ou la politique du Juste*, 1936, le *Front populaire*, Paris, 1955, pp. 138-139.

(6) Extraits de l'interview accordée par M. Augustin Laurent, le 29 mars 1977, et

publiée par B. Romans et J.C. Sabre, *op cit.*, annexe, p. 18: «Ça s'est passé après la nomination de Salengro à la mairie de Lille. Quand on parle de calomnies contre Roger Salengro, ce sont quelques articles qui parurent dans *L'Enchaîné*.

Le rédacteur, Marcel Deschamps, était membre du parti socialiste. Un paresseux, mais qui savait écrire. Et lorsque Salengro a été nommé maire, Deschamps a cru qu'on allait lui trouver une planque. Salengro ne marche pas dans cette voie, il ne veut pas d'un emploi créé pour quelqu'un qui ne remplit pas les conditions de fonctionnaire municipal lui donner un poste pour ne pas travailler, ce n'était pas le genre de Roger. Deschamps lui en a voulu. Il a commencé par faire de l'obstruction à la section. Il a essayé de créer un petit clan, des mécontents, naturellement, de ceux qui pensaient être adjoints ou conseiller municipal (ou savoir un poste à la mairie) et qui ne l'avaient pas été...

Bref, Marcel Deschamps a écrit des papiers ignobles sur la vie privée de Salengro... Alors la première calomnie, enfin, les premières accusations ou insinuations concernaient la situation militaire de Salengro, on n'a jamais pu les trouver exactement. Il y a eu un écho dans un journal qui s'appelait *Les hommes du Nord*.

Car on avait écrit dans un feuille communiste, ou un tract, ou *L'Enchaîné*: «Salengro ferait mieux de s'expliquer sur le caractère peu clair de sa situation militaire... Quelque chose comme ça. Moi, je ne l'ai jamais retrouvé. Ça a existé, il n'y a pas de doute, mais on ne l'a pas. J'ai le jugement qui condamne *L'Enchaîné*, Legoff, le directeur de publication et le journal pour diffamation».

(7) *Op cit.*, p. 410.

(8) Cité par J. Lacouture, *op. cit.*, p. 412.

(9) *Ibid.*, p. 412.

(10) C. Audry, *op cit.*, p. 141.

Samenvatting:

Roger Salengro is geboren in Rijsel op 30 mei 1890. Hij bracht zijn jeugd door in Duinkerke, vanwaar zijn familie afkomstig was. Op zeventienjarige leeftijd behaalde hij het baccalauréat; nadien bezocht hij nog het lycée Faidherbe in Rijsel en het lycée Lakanal in Parijs. In 1909 liet hij zich inschrijven aan de Faculté des lettres in Rijsel. De politieke boeide Salengro. Hij werd lid van de socialistische groep van „kollektivistische studenten”. Hij vond zijn inspiratie bij Jules Guesde, Gustave Delory, Alexandre Bracke-Desrousseaux en had veel bewondering voor Jean Jaurès. Salengro ging geregeld naar de vergaderingen van de royalisten van de Action française in Rijsel en sprak met heftigheid hun theorieën tegen.

In 1914 werd Roger Salengro gemobiliseerd. Bij het uitbreken van de oorlog werd hij wegens zijn socialistische en dus antimilitaristische opvattingen voor een paar weken opgesloten. Toch bleef hij voorstander van een sterke defensie en, evenals zijn partij, stemde hij in met de deelname van Guesde en Sembat aan een regering van nationale eenheid onder voorzitterschap van Viviani.

In oktober 1915 werd Salengro door de Duitsers gevangen genomen. Na een aanval was hij op zoek gegaan naar een gesneuvelde kameraad, maar hij was niet teruggekomen. Was het desertie? Een krijgsraad in Verdun zou hem daarvan vrijspreken. Ondertussen was hij krijgsgevangene in Beieren. De harde behandeling die hij er na een veroordeling door een andere krijgsraad, een Duitse dit keer, moest ondergaan, ondermijnde zijn gezondheid. In het kader van een uitwisseling van zieke krijgsgevangenen werd hij ten slotte naar Zwitserland overgebracht.

Na de oorlog hervatte Salengro zijn activiteiten als militant socialist. Het „schisma van Tours” schudde aan het „oude huis”, maar deed het niet ineensstorten. Salengro was nu redacteur van de *Cri du Nord*, de krant van de federatie, later werd hij gemeenteraadslid van Rijsel en *conseiller général* voor het Noorderdepartement. In de twee assemblees speelde hij een beslissende rol. In 1925 werd hij door de socialistische partij aangewezen als burgemeester van Rijsel, ter vervanging van de verzwakte Gustave Delory.

Als burgemeester van Rijsel was Salengro bijzonder actief in het sociale

vlak en op het gebied van de ruimtelijke ordening. Zijn eerste zorg ging naar het onderwijs en het kinderwelzijn. Hij bouwde scholen, stichtte kinderbewaarpplaatsen en richtte kindertuinen in. Voorts zijn te vermelden onder Salengro's realisaties: 1400 HBM-logementen en het nieuwe raadhuis van Rijsel. Noemenswaard is ten slotte een ontwerp voor de bouw van een ziekenhuiswijk.

In 1928 werd Salengro tot volksvertegenwoordiger voor het Noorderdepartement verkozen. Hij verdeelde zijn tijd tussen Rijsel en Parijs. In het parlement bleek vooral zijn belangstelling voor problemen in verband met de urbanisatie en de politiek. Hij werd spoedig lid van de administratieve commissie van de socialistische partij en van de eksekutieve van de socialistische kamerfractie. Om die redenen bood premier Léon Blum hem op 4 juni 1936 de portefeuille van Binnenlandse Zaken in de regering van het Front Populaire.

R. Salengro leidde de moeilijke onderhandelingen tussen de paritaire komitees van werkgevers en werknemers en voerde ze tot het Matignon-akkoord van 7 juni. Salengro bond de strijd aan tegen de ekstreem-rechtsen en hun gesubsidieerde pers. Hij ondertekende het dekreet tot ontbinding van hun liga's. Daarop werd hij door de Action française en het weekblad *Gringoire* beschuldigd van desertie tijdens de oorlog. Deze beschuldiging vormde de kern van de lasterkampagne die Salengro al had moeten ondergaan vóór hij zich in Parijs vestigde. Nu brak een storm van verdachtmaking en haat los. Een deel van de publieke opinie scheen te weifelen. Léon Blum liet een onderzoekingscommissie instellen. Deze verklaarde dat alle beschuldigingen ongegrond waren; er was een sluitende argumentatie. Maar in *Gringoire* begon Henri Béraud een nieuwe campagne, het werd de affaire Proprengro.

De zaak kwam spoedig in het parlement. De rechtse oppositie zag er een kans in om de regering van het Front populaire ten val te brengen. Vooral Henri Becquart, député van de Nord en directe rivaal van Salengro, onderscheidde zich in het debat. Blum verdedigde met allereerste zijn Minister van Binnenlandse Zaken. Ten slotte werd door het parlement met ruime meerderheid een motie goedgekeurd waarin de campagne tegen Salengro als beledigend en lasterlijk werd gebrandmerkt. Maar er bleven drieënzestig „lasteraars" over, in de Kamer van Volksvertegenwoordiging alleen al!

De affaire was nog niet van de baan. De insinuaties bleven: schriftvervalsing, verduistering van dokumenten. En dan ineens gebeurde het. Op 18 november 1936 pleegde Salengro zelfmoord. Er ging een schok door het land. De bisschop van Rijsel, Kardinaal Liénart, veroordeelde de agitatie van een bepaalde pers. De linkse kranten schandvleekten de „moordenaars". Op de begrafenis van Salengro in Rijsel sprak alleen Léon Blum. Hij verklaarde: „Salengro's brieven vertellen de waarheid; hij is het slachtoffer geworden van gemene en wrede lasterpraat". Aan de zaak van het socialisme deed de zelfmoord van Salengro maar weinig goed; het werd als een nederlaag voor het Volksfront uitgelegd.